

La Crise au Soudan: Plus de 100 000 réfugiés et retournés sur le sol tchadien.





NATIONS UNIES
TCHAD



*Ce bulletin bimestriel d'informations
du système des Nations Unies (SNU)
est réalisé grâce à la supervision
directe de:*

-M. Pierre HONNORAT

*Vice président du groupe de
communication des Nations Unies
(UNCG).*

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

*Coordonnatrice résidente du système
des Nations Unies au Tchad et
Coordonnatrice Humanitaire*

*Collecte d'informations et mise en
page :*

-Dohou Pascal Ferso

*Chargé de communication au Bureau
de la Coordination du système des
Nations Unies*

Avec l'appui de:

- Aristophane Ngargoune/UNHCR**
- ADA Francois Xavier /OIM**
- Adeline Tannone / OIM**
- Fragkiska Megaloudi/ OCHA**
- Augustin Zusanne/OCHA**
- Donaig Le Du / UNICEF**
- Brice Kevin DA / UNICEF**
- Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**
- Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA**
- Estelle Madjilem/FAO**
- Abdel Aziz Ahamdan/ UNFPA**
- Eric Djepatarlemgoto / UNFPA**
- Njiki Dounou Rostand / UNFPA**
- Eloge Mbaihondoum / PAM**
- Amadou BARAZE / PAM**
- DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS**
- Naissem Jonas / OMS**
- Alvine Teufack Temfack / OHCHR**
- Laguerre Nadissengar / OHCHR**
- Aristide Dingamdoum / PNUD**
- Mantar Laetitia / PUNV**
- Brice Kader Tago / ONUDC**

EDITORIAL: La crise au Soudan, nous ne devons pas rester indifférents !

Depuis le 15 avril 2023, le Soudan connaît une instabilité sécuritaire suite aux affrontements entre les Forces de Soutien Rapide (FSR) du général Mohammed Hamdane Daglo et l'armée nationale du général Abdel Fattah al-Burhane à Khartoum. Cette situation a poussé des milliers de Soudanais à se réfugier au Tchad. Environ 80 000 personnes (plus de 60 000 réfugiés et quelque 16 000 rapatriés tchadiens) ont fui le Soudan pour se réfugier aux frontières orientales du Tchad, et leur nombre ne cesse d'augmenter.

La grande majorité des réfugiés et des rapatriés - 90 % - sont des femmes et des enfants et vivent encore principalement dans des conditions précaires près de la frontière, où la situation sécuritaire est imprévisible. L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé une opération visant à réinstaller les réfugiés loin de la frontière dans les sites existants. L'Agence des Nations unies pour les migrations (OIM) aide les migrants tchadiens de retour à s'installer dans des sites éloignés de la frontière.

En outre, un nombre important de réfugiés et de rapatriés ont reçu des articles non alimentaires du HCR et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), notamment des bâches, du savon et des jerrycans. L'UNICEF a mis en place des points d'eau et distribue du matériel de traitement de l'eau, des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et des médicaments essentiels aux centres de santé pour traiter les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a distribué de la nourriture et des articles nutritionnels à plus de milliers de nouveaux réfugiés dans huit endroits différents le long de la frontière orientale. Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), quant à lui, intensifie ses efforts en matière de santé génésique en fournissant 2 000

kits comprenant du savon, des serviettes hygiéniques et du dentifrice.

Avec l'approche de la saison des pluies, le travail de relocalisation va bientôt commencer, car des milliers de personnes doivent être déplacées des zones frontalières vers d'autres lieux avant que les routes ne deviennent impraticables dans quelques semaines.

Nous sommes confrontés à d'énormes défis logistiques et à une pénurie de fonds, et nous travaillons jour et nuit pour déplacer autant de personnes que possibles avant que la saison des pluies ne rende les routes impraticables. La récente recrudescence des combats rend encore plus urgent le déplacement des personnes qui se trouvent actuellement près de la frontière afin d'assurer leur sécurité.

Jusqu'à présent, la réponse humanitaire a permis de fournir des abris, des kits ménagers et une aide alimentaire d'urgence. Un enfant sur cinq âgé de six à 59 mois souffre de malnutrition aiguë et a besoin d'un soutien nutritionnel d'urgence.



Violette Kakyomya,
Coordonnatrice résidente du système des Nations
Unies et Coordinatrice Humanitaire



Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est la première organisation humanitaire mondiale de lutte contre la faim, **fournissant une aide alimentaire dans les situations d'urgence et travaillant avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience.** Alors que la communauté internationale s'est engagée à éradiquer la faim, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition d'ici 2030, **une personne sur neuf dans le monde ne mange toujours pas à sa faim.** L'aide alimentaire et liée à l'alimentation est au cœur de la lutte pour briser le cycle de la faim et de la pauvreté. Pour ses efforts de **lutte contre la faim**, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les **efforts visant à empêcher l'utilisation de la faim comme arme de guerre**, le PAM a reçu le **prix Nobel de la paix en 2020.**

En 2021, le PAM est venu en aide à **128,2 millions de personnes** dans plus de 120 pays et territoires. Chaque jour, 5 600 camions, 30 navires et 100 avions du PAM sont en mouvement pour apporter des vivres et d'autres formes d'assistance aux plus démunis. Ces chiffres expliquent la réputation inégalée du PAM en tant qu'intervenant dans les situations d'urgence, grâce à sa capacité à intervenir rapidement et efficacement dans les environnements les plus difficiles. Le PAM concentre ses efforts sur **l'aide d'urgence, les secours et la réhabilitation, l'aide au développement et les opérations spéciales.** Deux tiers de notre travail ont lieu dans des pays **touchés par des conflits** où les populations sont trois fois plus susceptibles d'être sous-alimentées que celles qui vivent dans des pays sans conflit.

Dans les situations d'urgence, le PAM est souvent le premier sur place, apportant une aide alimentaire aux victimes de guerres, des conflits civils, de la sécheresse, des inondations, des tremblements de terre, des ouragans, des mauvaises récoltes et des catastrophes naturelles. Une fois la crise apaisée, WFP aide les communautés à reconstruire leurs vies et à rétablir leurs moyens de subsistance. Nous œuvrons également à renforcer la résilience des individus et des communautés touchés par des crises prolongées en appliquant un angle de développement dans nos interventions humanitaires. Les projets de développement du PAM sont centrés sur la nutrition, en particulier pour les mères et les enfants, en s'attaquant à la malnutrition dès les premiers stades, grâce à des programmes ciblant les 1 000 premiers jours de la conception au deuxième anniversaire de l'enfant, et plus tard, par le biais de repas scolaires. Le PAM est la plus grosse organisation humanitaire mettant en œuvre des programmes de repas scolaires dans le monde entier, et ce depuis plus de 50 ans. En 2021, le PAM a fourni des repas scolaires à 15,5 millions d'enfants, souvent dans les zones les plus difficiles d'accès.



Au Tchad, le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) fournit une aide alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés soudanais, centrafricains et nigériens, aux rapatriés tchadiens de la République Centrafricaine et du Nigéria, aux personnes déplacées au niveau du Lac Tchad et aux communautés vulnérables du Sahel. Le PAM aide également les femmes et les hommes à gagner en autonomie, contribuant ainsi à la cohabitation pacifique des communautés. Le PAM appui aussi les personnes affectées par les effets socio-économiques de la COVID-19. Vu que le Tchad est confronté à plusieurs défis alimentaires, le PAM met en œuvre des activités dans plusieurs domaines, notamment

Une assistance alimentaire aux personnes touchées par les crises

Le PAM répond aux besoins alimentaires et nutritionnelles des personnes touchées par des crises y compris les réfugiés, les rapatriés, les personnes déplacées et les communautés hôtes. À travers une assistance alimentaire (assortie ou non de conditions), des repas scolaires et des aliments nutritifs le PAM contribue à la sécurité alimentaire et prévient et traite la malnutrition.

Une aide alimentaire saisonnière aux personnes en situation d'insécurité alimentaire

En fournissant une assistance non assortie de conditions pendant la saison de soudure annuelle et en l'associant le reste de

l'année à une assistance conditionnelle fournie aux fins du renforcement de la résilience, le PAM réduira les besoins et le nombre de bénéficiaires à long terme.

Des repas scolaires aux enfants vulnérables

En 2020, ce programme bénéficie 150 écoles primaires et 20 écoles secondaires, en nourrissant 120,000 enfants à travers la bande sahélienne. En outre, le PAM offre un programme des repas scolaires d'urgence dans le Lac Tchad, en ciblant 15,000 enfants y compris des jeunes filles, des réfugiés et des personnes déplacées. Des repas scolaires encouragent l'assiduité.

Une approche holistique pour lutter contre la malnutrition

Le PAM met en œuvre un ensemble de mesures de prévention et du traitement de la malnutrition comprenant la distribution d'aliments nutritifs spécialisés aux enfants âgés de 6 à 23 mois et aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes et des transferts monétaires. Fondé sur une approche de chaîne de valeur, le PAM appuie la production locale d'aliments enrichis destinés au marché local dans le but de lutter contre la malnutrition chronique. Plus spécifiquement, le PAM fournit une assistance technique spécialisée sur la transformation des denrées alimentaires, la qualité des produits, les pratiques liées à la chaîne d'approvisionnement (approvisionnement, entreposage et transport) et la commercialisation.

Appui aux moyens d'existence et aux actifs

Le but de l'assistance alimentaire contre biens communautaires est de renforcer la résilience et l'autosuffisance des personnes vulnérables en leur appuyant avec le développement d'actifs et d'infrastructures dans leurs communautés.

Une formation et un appui technique pour des institutions nationales

Le PAM offre une formation et un appui technique aux institutions nationales sur la conception et la mise en œuvre de la planification des interventions pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif est de consolider les mécanismes d'alerte précoce et de réponse aux chocs et de poser les bases de la mise en place de filets de sécurité sociale au Tchad.

Services humanitaires et aériens (UNHAS) à nos partenaires

Le PAM fournit des services liés à la chaîne d'approvisionnement, aux technologies de l'information et des communications et à la gestion de l'information et d'autres services logistiques à la communauté d'acteurs humanitaires et de développement. Plus de 120 organisations humanitaires au Tchad comptent sur le PAM pour fournir des services aériens pour le transport du personnel et du fret jusqu'aux 19 destinations dans le pays.

Le PAM a son bureau central à N'Djaména et 13 sous-bureaux dans les villes de Amdjarass, Guereda, Iriba, Farchana, Goz Beida, Abeche, Mongo, Ati, Moussoro, Mao, Goré, Bol et Baga Sola.



Le HCR, très préoccupé par la situation des réfugiés à l'Est du Tchad



Depuis le début du conflit au Soudan le 15 avril 2023, le HCR a enregistré un afflux de réfugiés soudanais et de rapatriés tchadiens du Darfour aux points d'entrée de la frontière dans l'est du Tchad. Les équipes du HCR sur le terrain dans les provinces de Ouaddaï, Sila et Wadi Fira travaillent avec le Gouvernement tchadien, le CNARR, les autorités locales et les partenaires pour continuer à surveiller la situation à la frontière, et pour accueillir, protéger et répondre aux besoins humanitaires urgents des réfugiés et des rapatriés fuyant la violence. En mission au Tchad, Raouf Mazou, Haut Commissaire Assistant pour les Opérations de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), a rencontré les autorités tchadiennes et les familles

nouvellement arrivées, et a écouté les énormes défis auxquels elles ont été confrontées au Soudan. Quant à lui, "nous félicitons le Tchad d'avoir fait preuve de solidarité en accueillant chaleureusement les réfugiés", a déclaré Raouf Mazou, à l'issue de sa visite au Tchad. "Cependant, le

Tchad ne peut pas faire cavalier seul. Nous exhortons la communauté internationale à partager le fardeau avec les pays voisins du Soudan et à apporter un soutien urgent pour fournir une assistance vitale à ceux qui ont été forcés de fuir leurs maisons.





Le HCR appelle à un soutien urgent au Tchad alors que le nombre d'arrivées de réfugiés dépasse les 100 000

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) appelle la communauté internationale à aider d'urgence les réfugiés au Tchad, alors que le nombre de nouveaux arrivants a dépassé la barre des 100 000.

Depuis le début du conflit au Soudan le 15 avril, environ 100 000 réfugiés fuyant la violence ont cherché refuge dans l'est du Tchad, en particulier dans les provinces de Ouaddaï, Sila et Wadi Fira. Les rapports de nos équipes à la frontière indiquent que de nouvelles vagues d'arrivées se poursuivent.

La majorité de ces nouveaux arrivants sont originaires du Darfour, une région du Soudan profondément touchée par la violence et en proie à une instabilité croissante. On estime que jusqu'à 200 000 personnes pourraient être forcées de fuir vers l'est du Tchad dans les trois mois à venir.

Le HCR et ses partenaires ont travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement tchadien, fournissant un soutien et coordonnant la réponse d'urgence pour répondre aux besoins des réfugiés nouvellement arrivés. "Nous avons travaillé sans relâche en fournissant des services de protection, notamment une assistance spécialisée aux survivants de violences et aux enfants en situation de risque, en construisant des puits et des forages, en installant des latrines d'urgence, en gérant des cliniques mobiles, en organisant des convois complexes de réinstallation, en augmentant la capacité des camps pour accueillir les réfugiés nouvellement arrivés dans les camps de réfugiés existants, en construisant des abris familiaux et des infrastructures communautaires, et nous commençons à construire de nouveaux camps", a déclaré Laura Lo Castro, représentante du HCR au Tchad.

La saison des pluies arrivant dans les prochaines semaines, nous avons besoin d'une logistique massive pour déplacer les réfugiés des zones frontalières afin d'assurer leur sécurité et leur protection. Nous devons établir immédiatement de nouveaux camps et étendre les camps existants et continuer à fournir une assistance humanitaire à la frontière et une fois que les réfugiés sont relocalisés. Les populations d'accueil étant gravement affectées par la situation au Soudan, l'assistance devra être étendue aux plus vulnérables parmi la population hôte.

Pour continuer à intensifier les interventions et sauver des vies tout en préservant la coexistence pacifique, la sécurité et la stabilité, le HCR a un besoin urgent de financement.

Avant cette crise, le Tchad accueillait déjà environ 588 770 réfugiés, dont 409 819 Soudanais fuyant le conflit au Darfour à partir de mars 2023, 127 846 réfugiés de la République centrafricaine, 21 287 Nigériens fuyant les violences de Boko Haram dans la région du lac, 28 311 Camerounais affectés par des tensions intercommunautaires et 1 507 réfugiés d'autres nations. En outre, on estime à 381 289 le nombre de Tchadiens déplacés à l'intérieur du pays, principalement dans la province du lac Tchad. Les communautés déplacées continuent de faire face à l'insécurité au Tchad et dans les pays voisins, aggravée par l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les effets du changement climatique et le manque de moyens de subsistance. La nature prolongée des déplacements a mis à rude épreuve les services, les ressources naturelles et la cohésion sociale.

Malgré les besoins énormes, la réponse humanitaire à ces crises graves et complexes reste gravement sous-financée. Les réfugiés vulnérables ne bénéficient pas d'une aide vitale, s'enfoncent dans la pauvreté et la faim, ce qui accroît leur vulnérabilité aux risques de protection.

"Pour les familles déracinées par la crise, l'aide humanitaire est une lueur d'espoir. Nous comptons sur la compassion et la générosité de nos partenaires pour qu'ils se mobilisent afin de garantir la fourniture d'une protection essentielle et d'une aide vitale. Ensemble, nous pouvons sauver des vies et restaurer la dignité de ceux qui en ont désespérément besoin", a ajouté Lo Castro.

Le HCR a besoin de 214,1 millions de dollars pour fournir une protection et une assistance vitales aux personnes déplacées de force au Tchad, dont 72,4 millions de dollars sont nécessaires pour la réponse d'urgence aux réfugiés fuyant le conflit au Soudan.

Malheureusement, les besoins du HCR pour le Tchad ne sont actuellement financés qu'à hauteur de 16%.

Le Canada s'imprègne des défis humanitaires



L'honorable Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique, a effectué une visite de travail au Tchad du 25 au 27 mai 2023. Il était accompagné de la députée de London West, Arielle Kayabaga.

Il a visité des projets financés par le Canada et rencontré des partenaires humanitaires et de développement ainsi que des bénéficiaires. En effet, Le Canada et le Tchad entretiennent des relations diplomatiques depuis 1962, peu après l'indépendance du pays en 1960. Les relations entre les deux pays continuent de se développer, notamment grâce à

l'augmentation de l'aide internationale bilatérale. Le Canada encourage le Tchad à progresser dans sa transition politique vers un retour rapide à la démocratie et à l'ordre constitutionnel, et à respecter la primauté du droit et les libertés fondamentales. Le Canada soutient également les efforts de diversification économique du Tchad.

Au cours de ses visites, le ministre Sajjan a rencontré les autorités tchadiennes, les chefs d'agences des Nations Unies et d'autres fonctionnaires pour discuter de priorités communes telles que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les économies durables, le changement climatique et la biodiversité, la promotion de l'égalité des sexes et la crise humanitaire au Soudan et dans les régions voisines





5 choses à savoir sur la crise au Soudan

Malgré les annonces répétées de cessez-le-feu, les combats entre les deux factions militaires qui ont éclaté à Khartoum le 15 avril dernier, et qui se sont rapidement étendus à d'autres régions du Soudan, se poursuivent. Pour les civils pris au piège des tirs croisés, les conséquences sont dramatiques. Des centaines de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres blessées, des centaines de milliers ont été contraintes de fuir, les centres de santé ont été attaqués et les prix de la nourriture, du carburant et d'autres produits de base ont grimpé en flèche. Les combats ont engendré une situation d'urgence humanitaire tant au Soudan que dans les pays voisins tels que le Tchad, le Soudan du Sud et l'Égypte, où un grand

nombre de personnes fuient en quête de sécurité. Sans une résolution rapide et pacifique du conflit, les effets seront désastreux pour le Soudan et l'ensemble des pays de la région, qui étaient déjà confrontés à des déplacements massifs de populations, à des difficultés économiques et aux conséquences du changement climatique avant que la crise actuelle n'éclate.

Voici un rapide aperçu du contexte humanitaire dans lequel s'inscrit la crise actuelle, de son impact anticipé sur la vie des populations civiles ainsi que des mesures prises par le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et ses partenaires pour y faire face.

1. La crise vient aggraver des besoins humanitaires déjà très importants au Soudan

Les affrontements entre les forces armées soudanaises et les forces paramilitaires de réaction rapide surviennent alors que le Soudan traversait déjà une crise humanitaire sans précédent depuis une dizaine d'années. La destitution du dirigeant historique et autoritaire Omar al-Bashir en 2019 a suscité l'optimisme quant au retour d'un régime civil dans le pays. Cependant, deux ans plus tard, un coup d'État militaire a dissous le gouvernement civil de transition, provoquant des troubles politiques et économiques et ravivant les conflits intercommunautaires dans la région ouest du Darfour ainsi que dans les États du Nil Bleu et du Kordofan. Par ailleurs, des conditions météorologiques extrêmes dues au changement climatique, telles que des inondations et des périodes de sécheresse, ont affecté des centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Cela a entraîné une perte des récoltes et du bétail qui complique la vie des familles qui ont de plus en plus du mal à se nourrir.



2. Environ 4,5 millions de Soudanais étaient déjà déracinés avant le début du conflit actuel

Le Soudan est aux prises avec des conflits et des mouvements de population depuis la crise du Darfour en 2003. À la fin de l'année 2022, plus de 3,7 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays, la majorité d'entre elles vivant dans des camps au Darfour. Par ailleurs, 800 000 Soudanais vivaient déjà en tant que réfugiés dans les pays voisins tels que le Tchad, le Soudan du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie. Parallèlement, le pays accueillait plus d'un million de réfugiés, soit la deuxième population de réfugiés la plus importante d'Afrique. La majorité d'entre eux étaient originaires du Soudan du Sud et vivaient dans les États de Khartoum et du Nil blanc. Des réfugiés ayant fui la crise qui a éclaté dans le nord de l'Éthiopie fin 2020 ont également trouvé refuge dans l'est du Soudan, tandis que d'autres venaient d'Érythrée, de Syrie et de la République centrafricaine. Certains de ceux qui fuient actuellement le pays sont des réfugiés qui tentent de rentrer chez eux ou dans d'autres pays voisins, même si cela implique de se retrouver dans des endroits qui sont loin d'être stables ou peu disposés à les accueillir.

3. Le HCR estime qu'environ 860 000 personnes pourraient fuir le Soudan en direction des pays voisins

Au cours des quatre premières semaines suivant le début de la crise, environ 200 000 réfugiés et rapatriés ont fui le pays, tandis que 700 000 autres personnes ont été contraintes de se déplacer à l'intérieur du Soudan. L'Égypte a accueilli le plus grand nombre de personnes, suivie du Tchad, du Soudan du Sud, de la République centrafricaine et de l'Éthiopie. Au Soudan du Sud, les personnes qui arrivent sont principalement des nationaux qui vivaient au Soudan en tant que réfugiés et qui reviennent au pays. Si la crise ne se résout pas rapidement, des centaines de milliers de personnes supplémentaires seront forcées de fuir en quête de sécurité et d'une assistance élémentaire. Le HCR et ses partenaires estiment que le nombre de réfugiés et de rapatriés pourrait atteindre 860 000 d'ici octobre.



4. Le chaos qui règne au Soudan accroît la pression sur des pays d'accueil déjà à la limite de leurs capacités

Tous les pays voisins affectés par cette nouvelle situation d'urgence accueilleraient déjà un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ils ne disposaient que d'un financement humanitaire très insuffisant. Des pays comme le Tchad et le Soudan du Sud (les deux pays les plus pauvres au monde) luttait déjà contre la faim, l'insécurité et les effets du changement climatique. Le nouveau conflit a interrompu les échanges commerciaux et entrave le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants. Les populations qui franchissent les frontières, pour la plupart des femmes et des enfants, arrivent en ayant un besoin urgent de nourriture, d'eau, d'abris, de soins de santé et d'articles de première nécessité tels que des couvertures, des ustensiles de cuisine et du savon. Le soutien psychosocial apporté aux parents et aux enfants qui ont été témoins ou victimes de violences épouvantables est une autre priorité, tout comme la mise en place de mécanismes de prévention et de lutte contre la violence sexuelle et sexiste. La saison des pluies devant débuter dans quelques semaines, la course est lancée pour prépositionner l'aide avant que les routes menant aux régions frontalières isolées ne deviennent impraticables, coupant ainsi les réfugiés nouvellement arrivés de toute possibilité d'assistance. Plusieurs années consécutives d'inondations importantes au Soudan du Sud ont déjà endommagé les routes, rendant presque impossible le retour des réfugiés depuis la frontière jusqu'à leurs zones d'origine. Ceux qui parviennent à rentrer chez eux risquent de se retrouver dans des communautés fragilisées, qui se remettent à peine d'années de conflit.

5. Une aide supplémentaire est nécessaire de toute urgence

Le HCR a des équipes d'urgence dans les pays voisins et collabore avec les autorités nationales et ses partenaires pour enregistrer les nouveaux arrivants, s'assurer que leurs besoins les plus immédiats sont satisfaits et les transférer loin des zones frontalières. Mais ce n'est que le début. Le HCR et ses partenaires ont estimé initialement qu'ils auraient besoin de 445 millions de dollars pour répondre aux besoins des personnes fuyant le Soudan dans les mois à venir, mais ce chiffre est susceptible d'augmenter lorsqu'un plan de réponse détaillé sera publié dans les jours à venir. Au Soudan, les affrontements à Khartoum et au Darfour ont limité la capacité du HCR et des autres agences d'aide à fournir une assistance. De plus, des stocks d'aide ont été pillés. Dans les zones où la situation sécuritaire est plus calme, le HCR a pu se rendre dans les camps de réfugiés et travaille avec la Commission soudanaise pour les réfugiés afin de continuer à leur apporter protection et assistance. L'eau et une assistance sanitaire de base sont toujours disponibles, et le Programme alimentaire mondial a repris la distribution de l'aide alimentaire dans les camps de réfugiés de l'est du pays. Le HCR lance un appel urgent à la communauté internationale pour obtenir de nouveaux financements afin de répondre à l'aggravation de la crise. « Les besoins sont immenses et les défis nombreux », a déclaré Raouf Mazou, Haut Commissaire assistant du HCR en charge des opérations. « Si la crise se poursuit, la paix et la stabilité dans toute la région pourraient être en jeu. »

l'UNICEF et ses partenaires aux cotés des populations réfugiées



Plusieurs milliers de réfugiés sont arrivés dans l'est du Tchad, fuyant les conflits qui ont éclaté en avril 2023 dans le Soudan voisin. Face à l'urgence immédiate, l'UNICEF et toute la communauté humanitaire s'est mobilisée pour venir en aide aux populations affectées par la crise.

A Abéché, des articles de première nécessité (nattes, couvertures articles de cuisine, seaux, savons, kits de dignité, moustiquaires etc...) ont été distribués aux ménages.

Des forages ont été réalisés à Koufroune, Midjiguita Dize Berte, afin de répondre aux besoins pressant en eau potable des réfugiés, auxquels profiteront également les communautés hôtes.



Sur ces mêmes sites accueillant les réfugiés soudanais, Première Urgence Internationale avec le soutien de l'UNICEF, déploie des relais communautaires pour sensibiliser les ménages sur l'hygiène, l'assainissement et la cohésion sociale. Ils font également le dépistage et la prise en charge des cas de malnutrition chez les enfants. Dans les localités de Koufroun, Laban Dafak, Midjikilta, Dize Berte et Ben Wadienne à la frontière avec le Soudan, l'UNICEF et la Croix-Rouge Tchadienne mettent en œuvre des activités de protection de l'enfance. Deux (02) espaces mobiles pour les enfants ont été mis en place pour fournir un soutien psychosocial et une résilience à 7 686 enfants affectés (dont 4 346 filles) par le biais d'activités récréatives et culturelles.

Dans le cadre de la prévention contre les violences basées sur le genre y compris l'exploitation et les abus sexuels, 2 528 personnes enregistrées (603 hommes, 1 112 femmes, 554 filles et 259 garçons) ont été accompagnées.



OIM: Le calvaire du retour au pays pour les Tchadiens fuyant la violence au Soudan

Moungoro/Koufroune – Ce n'est pas de cette manière que Hawa espérait rentrer chez elle. Sous un arbre, cette agricultrice de 60 ans a installé un abri de fortune avec des murs et un toit de paille maintenu par des branches qu'elle a trouvées à proximité. Elle et sa famille sont récemment arrivées à Moungoro, un nouveau site de déplacement dans l'est du Tchad qui accueille des milliers de personnes fuyant le Soudan déchiré par la guerre. Bien qu'elle soit née au Tchad, Hawa a vécu les 20 dernières années de sa vie à Jimerza, un petit village situé dans l'ouest du Soudan, à environ deux heures de la frontière avec le Tchad. Mais lorsque la violence s'est intensifiée et a atteint sa ville, elle a fui de l'autre côté de la frontière.



dans un pays qu'ils ne considèrent plus comme leur foyer depuis longtemps. Parmi les personnes qui traversent la frontière de 1 400 kilomètres entre le Tchad et le Soudan figurent environ 12 500 «migrants de retour» ; des personnes d'origine tchadienne qui ont vécu pendant des décennies au Soudan et qui doivent maintenant reconstruire leur vie dans un pays qu'ils ne considèrent plus comme leur foyer depuis longtemps. A Koufroune, un village de la province de Ouaddaï, à l'est du Tchad, situé juste à la frontière avec le Soudan, Ali, 19 ans, est de bonne humeur malgré le traumatisme qu'il vient de vivre avec sa grand-mère. Originaire de Borokola, un petit village proche de la ville frontalière tchadienne d'Adre, Ali et sa famille vivent à Tendelti, au Soudan, depuis aussi longtemps qu'il s'en souvient.

«Nous avons marché pendant des heures, ne transportant que quelques objets essentiels sur des charrettes tirées par des ânes», se souvient-elle. Arrivés au Tchad, ils se sont installés sur le site de Moungoro. Depuis le 15 avril 2023, le Soudan est en proie à des violences meurtrières qui ont fait plus de 500 morts, dont quatre membres du personnel des Nations Unies, et déplacé quelque 434 000 personnes à l'intérieur du pays et vers les pays voisins. Parmi les personnes qui traversent la frontière de 1 400 kilomètres entre le Tchad et le Soudan figurent environ 12 500 «migrants de retour» ; des personnes d'origine tchadienne qui ont vécu pendant des décennies au Soudan et qui doivent maintenant reconstruire leur vie

« Nous nous rendions parfois au Tchad pour des événements familiaux, mais notre vie et notre entreprise sont au Soudan », explique-t-il. Lorsque les affrontements ont commencé à Khartoum, Ali savait qu'ils finiraient par toucher aussi sa famille, et ils ont donc décidé de partir. « Nous avons tout laissé derrière nous et maintenant que la saison des pluies approche, nous ne savons pas ce qu'il adviendra de nos biens au Soudan ou de nous ici au Tchad », dit-il. Compte tenu de l'éclatement de la violence au Soudan, Hawa, Ali et d'innombrables autres personnes se retrouvent dans l'incertitude et risquent d'être laissées pour compte. Les migrants de retour sont souvent moins visibles parce qu'ils ont des liens avec leur pays d'accueil. Mais comme tous ceux qui ont été touchés par les récents événements au Soudan, ils ont besoin d'aide humanitaire et de protection car, même s'ils ont des liens au Tchad, ils n'y ont pas vécu depuis des décennies et doivent être aidés à retrouver leur famille ou à trouver un moyen de redémarrer à zéro. Alors que les combats se poursuivent, l'avenir reste incertain pour Hawa, Ali et des milliers d'autres. Les besoins sont extrêmes car

l'est du Tchad accueillait déjà près de 400 000 réfugiés soudanais avant que les violences n'éclatent. L'arrivée de nouvelles personnes menace d'aggraver une situation déjà fragile. La situation est aggravée par l'imminence de la saison des pluies qui rendra l'accès routier à la majeure partie de l'est du Tchad difficile et affectera donc considérablement l'acheminement de l'aide humanitaire. Depuis le début de la crise, l'OIM soutient le gouvernement tchadien et les acteurs humanitaires pour s'assurer que toutes les personnes vulnérables, y compris les migrants de retour, sont intégrées dans la réponse humanitaire. L'OIM a déployé des équipes sur le terrain pour soutenir l'identification et l'enregistrement des migrants de retour comme Hawa et Ali et travaille avec tous les partenaires pour établir un système d'orientation qui garantit qu'ils ont accès à une aide vitale immédiate. **« Nous restons déterminés à soutenir les autorités nationales et locales dans la recherche d'une solution rapide et durable à cette nouvelle vague de déplacement »**, déclare Anne Kathrin Schaefer de l'OIM.



le Gouvernement et le système des Nations Unies élaborent un nouveau cadre de coopération pour la période 2024-2026



Le Gouvernement et le Système des Nations Unies au Tchad, ont entamé le processus d'élaboration du nouveau cadre de programme de coopération 2024-2026

Le gouvernement du Tchad sous la conduite du ministre de la Prospective économique et des Partenariats internationaux, M. Moussa Batraki, en collaboration avec l'équipe pays des Nations unies au Tchad, dirigée par Mme Violette Kakyomya, coordonnatrice résidente du système des Nations unies, a organisé le 31 mars un atelier d'échanges et de consultations avec les membres du gouvernement sur les priorités du nouveau gouvernement et le Cadre de coopération des Nations unies (UNSDCF) pour la période 2024-2026.

A l'ouverture de l'atelier de consultation entre le gouvernement et le système des

Nations unies au Tchad, Mme Violette Kakyomya a expliqué que le cadre de coopération est le principal outil de planification et de redevabilité entre l'équipe pays des Nations unies et le gouvernement. Il décrit le soutien collectif du système des Nations Unies pour aider à atteindre les priorités nationales. Pour le ministre de la Prospective économique, M. Moussa Batraki, ce cadre de coopération qui est proposé pour la période 2024 -2026 est aligné sur la feuille de route de cette deuxième phase de la transition politique, ainsi que sur le Plan national de développement (PND). Le processus de formulation a été initié sur la base de l'évaluation du cadre de coopération actuel qui se termine cette année 2023, et de l'Agenda 2030.



Mission conjointe de terrain avec le Gouvernement, les Nations Unies et les Partenaires Techniques et financiers



La province du Borkou, plus précisément de la ville de FAYA a accueilli durant deux jours les partenaires en vue de renforcer les programmes et projets

Le ministre de la Prospective économique et des Partenariats internationaux, M. Moussa Batraki, a été à la tête d'une forte délégation composée des partenaires techniques et financiers et de responsables d'agences des Nations Unies dans une tournée dans la province de Borkou du 21 au 22 mars, pour lancer plusieurs programmes de développement. La délégation a été reçue par le gouverneur de la ville, le général Ali Maide Kebir. Le gouverneur a profité de l'occasion pour exprimer sa gratitude à la délégation. Car, c'est la première fois depuis l'indépendance du Tchad en 1960 qu'une telle visite est effectuée dans la province du Borkou avec les PTFs et le système des Nations Unies.

Après le Gouvernorat la délégation a bénéficié de deux sessions de présentation du Plan de Développement Communal de FAYA pour la période 2022-2026 ainsi que du Programme de Développement des Communes du Nord (Com-Nord) cofinancé par l'UE, l'AFD et la BMZ et mis en œuvre par la GIZ visant à réduire les vulnérabilités de la population en matière de malnutrition. Le programme de développement des communes du Nord (Com-Nord) vise à soutenir le développement intégré et participatif des zones urbaines et périurbaines des zones d'intervention, en mettant l'accent sur les besoins des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la santé



Mission électorale des Nations unies au Tchad



L'équipe de la Division de l'assistance électorale du Bureau des Nations Unies, dirigée par M. Akinyemi Adegbola a été déployée au Tchad à la demande du gouvernement, de mener une évaluation des besoins électoraux qui se pointe à l'horizon. L'équipe a eu plusieurs réunions avec les parties prenantes impliquées dans le processus des élections référendaires, ainsi que les partenaires techniques et financiers. Au deux premiers jours, l'équipe de la mission d'évaluation des besoins électoraux a été reçue par le Premier Ministre de la transition M. Saleh Kebzabo.

Et le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Bonne gouvernance, M. Limane Mahamat et la secrétaire d'État au ministère de la Prospective économique et des Partenariats internationaux Mme Madeleine Alingué. Les discussions des différentes rencontres ont porté sur la nécessité de favoriser les conditions pour des élections transparentes, libres et démocratiques, et ce, à travers la

mise en place d'un cadre de concertation politique ouvert à tous les partis politiques. Pour le Conseiller principal de la division de l'assistance électorale, M. Skinyemi Adegbola a tenu à rassurer le chef du gouvernement de la transition à la fin de la mission que le système des Nations-unies est, et sera toujours aux côtés de ses États membres.



La Journée de la Liberté de la Presse, l'équipe pays rencontre les professionnels de médias



Célébration du 30^e anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse, sur le thème : - Façonner un avenir de droits : la liberté d'expression, clé de voûte des droits de l'homme. L'équipe pays des Nations Unies au Tchad a eu des échanges très fructueux avec les responsables des organisations faîtières des professionnels des médias et les responsables des organes de presse le vendredi 6 mai 2023, pour renforcer leur collaboration et leur partenariat. En ouvrant la réunion, la coordinatrice résidente du système des Nations Unies, Mme Violette Kakyomya, a déclaré que la liberté de la presse et la sécurité des journalistes sont des questions

qui méritent une attention particulière de la part de toutes les couches sociales possibles, car l'intérêt qu'elles suscitent s'accroît à juste titre d'année en année. Au cours de la réunion d'échange entre le système des Nations Unies et les professionnels des médias, ces derniers ont souhaité que le partenariat direct soit renforcé notamment dans le cadre du renforcement des capacités des journalistes sur les questions de développement.

30^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

RENCONTRE ENTRE L'ÉQUIPE
DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
ET LES MÉDIAS



FAÇONNER UN AVENIR DES DROITS

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION,
CLÉ DE VÔUTE DES
DROITS HUMAINS

Comment mieux impliquer les jeunes dans la vie de la communauté afin de renforcer la culture de la paix



Une mission composée de l'UNICEF TCHAD, UNFPA TCHAD, du Ministère de la Jeunesse - Sports - Loisirs et Leadership entrepreneurial et du secrétariat du fonds pour la consolidation de la paix au Tchad, s'est rendue à Bongor, Sarh et Mongo du 29 mars au 06 avril pour préparer la mise en œuvre imminente du projet : **"Renforcement des relations intergénérationnelles et interpartis pour une participation civique et politique des jeunes dans un Environnement sécurisé et de paix"**.

"C'est un honneur pour Bongor de faire partie des 4 villes du Tchad qui mettront en œuvre ce projet sur la paix et la cohésion sociale financé par United Nations Peacebuilding à l'endroit des jeunes filles et garçons." a dit M. Abdelkerim Seid Bauche, Gouverneur de la Province du Mayo Kebbi Est.

"Soyez assurés que toutes les dispositions seront prises pour faciliter sa concrétisation". "C'est une opportunité pour nous jeunes, filles et garçons, du Tchad de montrer que nous avons un rôle

primordial dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix" a dit Mbaïornom Paul, Coordonnateur U-Report de Sarh. "Nous veillerons à ce que ce projet atteigne les résultats attendus".

Le projet financé par United Nations Peacebuilding permettra de toucher directement au cours des 24 prochains mois, 22 000 personnes âgées de 18-35 ans, y compris ceux vivants avec handicap, issus des associations de jeunesse et des partis politiques, avec 50% de filles, dans les villes de Mongo, Bongor, Sarh et N'Djamena.



Opération spéciale d'enregistrement des élèves non déclarés à l'état civil.



L'UNICEF a procédé au lancement le 3 mars dernier à l'opération spéciale d'enregistrement des élèves non déclarés à l'état civil le 03 mars dernier. Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'atteinte de l'enregistrement universel des naissances au Tchad et permettra à un nombre important d'élèves d'être enregistrés à l'état civil et de disposer gratuitement et rapidement d'un extrait

d'acte de naissance. Elle est menée en collaboration par le Ministère de l'Education Nationale du Tchad, le Ministère du Genre et de la Solidarité Nationale, le Ministère de la Justice, Chargé des Droits Humains, l'Agence Nationale Des Titres Sécurisés - Tchad, avec le soutien technique et financier de l'UNICEF.

Lancement du projet de renforcement des capacités d'intervention nutritionnelle dans les structures sanitaires et communautaires de la province du Guera



L'UNICEF TCHAD en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique du Tchad et International Rescue Committee ont procédé le 17 mars à Mongo, au lancement du Projet de renforcement des capacités d'intervention nutritionnelle au niveau des structures sanitaires et communautaires de la province du Guera.

Financé par le Bureau pour l'Assistance humanitaire de l'USAID (USAID's Bureau for Humanitarian Assistance), ce projet permettra de réduire la morbidité et la mortalité liées à la malnutrition aiguë chez les enfants de 0 à 5 ans à travers à travers : L'amélioration de l'accès aux services de santé de qualité pour les enfants sévèrement malnutris ; Le renforcement du système de gestion des intrants nutritionnels en particulier l'aliment thérapeutique prêt à l'emploi (ATPE) ; Le renforcement de la mobilisation communautaire dans le cadre de la prévention de la malnutrition et la construction de résilience face aux chocs pouvant entraîner une plus grande dégradation du statut nutritionnel des enfants.

Le Tchad se dote de sa toute première Politique Nationale de Protection de l'Enfant.



Le 04 mars 2023, la Ministre du Genre et de la Solidarité Nationale, Madame Amina Priscille Longoh et le Représentant de l'UNICEF au TCHAD, M. Jacques Boyer, ont officiellement présenté la toute première Politique Nationale de Protection de l'Enfant du Tchad.

Ce document clé qui couvre la période de 2023-2033 est le fruit des efforts et de l'engagement de l'UNICEF, du Gouvernement tchadien et de plusieurs partenaires techniques et financiers.

Il permettra de prévenir et de mettre à l'abri les enfants de toutes formes d'abus, de violences, d'exploitation et de maltraitance de manière générale.





RuesPourLaVie

RepenserLaMobilité

unroadsafetyweek.org



**NATIONS UNIES
TCHAD**



BP: 906 – N'Djamena
Le Bureau de la Coordination du système des Nations Unies est situé sur
l'Avenue Idriss Miskine Rue 1044_Porte 530 au quartier Klemat



@OnuTchad



@OnuTchad



@OnuTchad



<https://chad.un.org/>